



AGRICULTURE
STRATÉGIES

INDE – vers la fin de la politique des prix garantis ?

Il n'aura fallu que 2 ans suite à la publication d'un rapport de l'OCDE sur l'analyse (et la critique !) des [politiques agricoles en Inde](#), pour que la politique agricole indienne fasse l'objet d'une remise en question. Le Parlement indien a en effet acté la libéralisation du secteur fin septembre, permettant aux agriculteurs de vendre leurs produits en dehors des marchés agricoles règlementés par l'Etat. Depuis plusieurs semaines, les agriculteurs manifestent pour obtenir l'abrogation de cette loi, qui, sous couvert de donner plus de liberté aux producteurs dans la vente de leurs produits, met en péril l'important filet de sécurité qui avait jusqu'alors permis la survie des petits agriculteurs indiens.

Rappelons-le, l'Inde est une république fédérale qui compte 28 Etats avec une gouvernance propre et 8 territoires de l'Union, qui sont eux directement gouvernés par l'Etat fédéral. Chaque Etat divise son territoire en zones, qui sont chacune administrées par un comité du marché des produits agricoles (APMC). Les APMC peuvent gérer plusieurs marchés de gros, ou mandis et ils décident des taxes applicables localement pour vendre/acheter. Il existe environ 7500 APMC. En pratique, les agriculteurs vendent leur production de façon locale à un intermédiaire unique disposant d'une licence délivrée par l'Etat (le « village broker »), qui vend la production sur le mandis via des enchères aux grossistes et aux industriels.

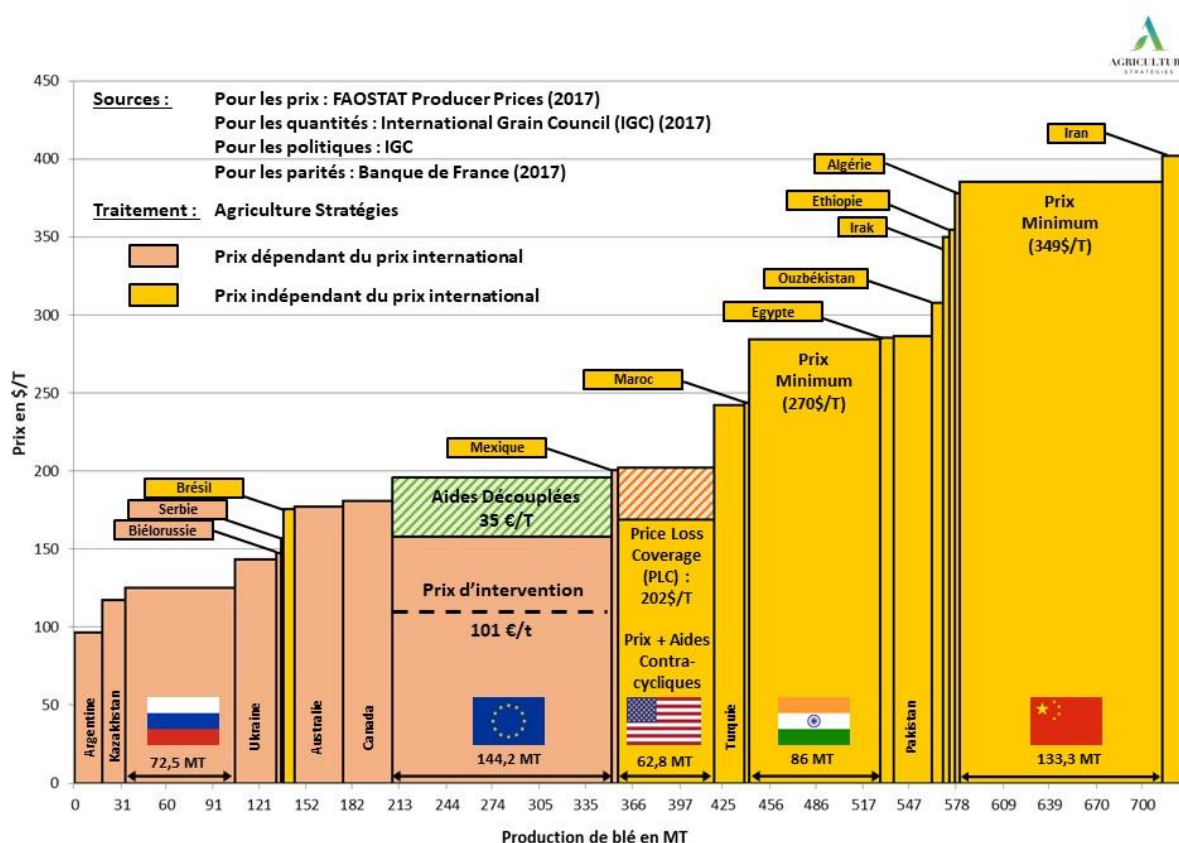
Une critique adressée à ce système est que de la diversité des APMC résulte « *une fragmentation des marchés, au sein d'un même Etat et entre les Etats avec des taxes différentes qui sont appliquées. De plus, les biens agricoles transitent d'un état à l'autre, passant par plusieurs marchés, ce qui génère à chaque fois de nouvelles taxes* »¹. Parmi les 3 lois adoptées en septembre par le gouvernement indien figure la réforme des marchés agricoles, qui supprime l'obligation pour les agriculteurs de vendre via les mandis, et la suppression des taxes qui y sont prélevées. La suppression de cette obligation va de pair avec une incitation au développement de relations contractuelles entre agriculteurs et transformateurs. La dernière loi modifie l'intervention publique sur les prix : « *mis à part les achats destinés au système d'aide alimentaire nationale, l'intervention sur les produits agricoles sera réservée aux cas où les prix à la distribution augmenteraient de 50% pour les produits non périssables, et de 100% pour les fruits et légumes.* »². Par ailleurs, la loi sur les produits de première nécessité est

¹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/11/29/revue-de-presse-agriculture-agro-agroalimentaire-et-aquaculture-du-01-novembre-au-15-novembre>

² <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/09/28/revue-de-presse-agricole-en-inde-du-19-au-25-septembre-2020>

amendée, et supprime la régulation (production, stockage, exportations) pour les céréales, les légumineuses, les graines oléagineuses, les huiles comestibles, l'oignon et les pommes de terre.

Rappelons donc que jusqu'alors, 30% de la production nationale de blé et de riz étaient achetés par l'Etat à un prix de soutien minimum aux producteurs (MPS), qui guidaient les prix d'achats privés. Ce premier pas vers la libéralisation du secteur, fermement refusé par les agriculteurs indiens, pourrait entraîner à terme la suppression des prix garantis, actuellement situés parmi les plus élevés du monde. On peut donc légitimement s'interroger sur les raisons qui poussent l'Inde, qui avait jusqu'alors farouchement protégé son agriculture, à engager ce secteur sur la voie risquée du libéralisme. Dans cet article que nous reprenons ici, Le Monde pointe du doigt la responsabilité des lobbys qui défendent les intérêts de géants de l'agroalimentaire.



Reprise article du Monde Publié le 09 décembre 2020 :

« Deux milliardaires proches du pouvoir désignés responsables de la crise agricole en Inde »

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/09/deux-milliardaires-proches-du-pouvoir-designes-responsables-de-la-crise-agricole-en-inde_6062739_3210.html

Alessandra Kirsch, directrice des Etudes d'Agriculture Stratégies

Le 16 décembre 2020